

RÉTABLIR LA DÉMOCRATIE

Ajouter dans la Constitution les éléments suivants :

- ➔ Référendum d'initiative populaire
- ➔ Interdiction du cumul des mandats
- ➔ Inéligibilité à vie des élus condamnés par la Justice
- ➔ Le principe de retraite par répartition (stopper les dérives vers un système par capitalisation)
- ➔ Supprimer la procédure du Congrès qui permet d'ignorer le choix du peuple (2005 avec la Constitution européenne)
- ➔ Toute modification de la Constitution ne pourra se faire que par référendum avec 50 % des électeurs inscrits
- ➔ Reconnaissance du vote blanc de plein exercice
- ➔ L'inscription dans la Constitution des services publics non privatisables par nature : tout ce qui a trait aux réseaux utilisés par tous (EDF-GDF, SNCF, La Poste, adduction d'eau, autoroutes, Télécom)

SAUVER L'INDUSTRIE ET NOS EMPLOIS

Pour lutter contre le chômage, il faut pouvoir interdire les délocalisations de nos entreprises. Ce qui oblige à dénoncer les articles 32 et 63 du TFUE, qui nous interdisent le contrôle des mouvements de capitaux.

Ce contrôle est pourtant le seul moyen d'empêcher :

- ➔ une entreprise de faire construire une usine hors du pays
- ➔ des fortunes étrangères de racheter notre patrimoine
- ➔ l'évasion fiscale d'exister
- ➔ les agences de notation de spéculer et de nous rendre dépendants d'elles

RECOUVRER LA SOUVERAINETÉ MONÉTAIRE

Redonner à la Banque de France le pouvoir de battre monnaie pour monétiser une partie de sa dette, ce qui oblige à dénoncer l'article 123 du TFUE. Mais aussi pouvoir maîtriser le taux de change externe de notre monnaie pour réduire le déficit public.

Ceci est impossible avec l'euro et l'UE à cause de l'article 282 du TFUE, qui donne ce pouvoir exclusivement à la BCE (Banque centrale européenne), composée de gens non élus.

PRÉSERVER NOS RETRAITES ET NOTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Retrouver la maîtrise de nos politiques économiques en refusant l'austérité imposée par les GOPÉ (grandes orientations de politique économique) de l'UE, en dénonçant les articles 5 et 121 du TFUE. Et ainsi arrêter l'augmentation de l'âge de départ à la retraite.

TUE : traité sur l'Union européenne

TFUE : traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Le TFUE et TUE sont les traités résultant de la constitution européenne, imposés aux Français malgré 55% de NON en 2005 (aussi connus sous le nom de traité de Lisbonne).

PRÉSERVER LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Nous sommes en faveur des **productions locales**. Nous fixerons également un prix de viabilité minimum en dessous duquel les grandes distributions ne pourront pas descendre, assurant un revenu minimal à nos agriculteurs.

Nous dénonçons ces décisions dangereuses imposées par l'UE :

- ➔ L'UE a autorisé les OGM (organismes génétiquement modifiés)
- ➔ L'UE a autorisé la réintroduction des farines animales responsables de la maladie de la vache folle

SOUVERAINETÉ EN MATIÈRE MIGRATOIRE

Plutôt que de diviser les Français sur le sujet, il faut rappeler que ces compétences ont été données à l'UE, il faut donc dénoncer les articles 67, 77, 78 et 79 afin de pouvoir décider par nous-mêmes de notre politique migratoire suite à un référendum que nous organiserons à ce sujet.

PROTÉGER LA PAIX DANS LE MONDE

La France doit refuser d'être entraînée dans des guerres illégales menées par l'OTAN (Irak, Libye, Syrie...). Pour ce faire, nous devons quitter l'Alliance Atlantique nord par l'article 13 du TAN.

L'UE nous subordonne, en matière militaire, aux États-Unis d'Amérique par l'article 42 du TUE.

ENCOURAGER LA VISION FRANÇAISE ET FRANCOPHONE DU MONDE

Nous devons renouer avec les pays de la francophonie, et ne pas nous restreindre aux seuls pays de l'UE, qui nous coupe peu à peu des autres.

Nous devons encourager la langue française, seule langue avec l'anglais à être parlée sur les 5 continents et qui deviendra la 3^e langue la plus parlée au monde d'ici 2050.

RÉTABLIR LA SÉPARATION DES POUVOIRS CHÈRE À MONTESQUIEU

La Commission européenne cumule le pouvoir exécutif (c'est le véritable gouvernement de l'UE) et le pouvoir législatif (elle seule possède l'initiative des lois étudiées au Parlement européen).

Il faut également reconnaître le 4^e pouvoir : le pouvoir médiatique. Il doit être séparé des autres par la loi.

En conclusion

Pour pouvoir appliquer l'ensemble des propositions ci-dessus, **il est nécessaire** de dénoncer de nombreux articles des traités européens et donc **de sortir de l'Union européenne, de l'euro, ainsi que de l'OTAN.**

Il est possible de quitter l'Union européenne de manière sereine et juridique par l'article 50 du TUE, qui prévoit les modalités de sortie (sous 2 ans maximum).